



Extension du domaine de l'eau, revanche de 46,

# LE GRAND BOND EN ARRIERE !

Une contribution à la réflexion et au débat du GSEN Energie EDF-GDF

25 septembre 2009

Touche après touche, coup de masse après coup de masse, Nicolas Sarkozy, et ses amis à qui il doit tant, au point d'avoir tant tenu à le manifester au Fouquet's dès le soir de son élection, peaufine sa grande œuvre historique. Au centre du dispositif et de toutes ses attentions, et pour cause, se trouve le secteur de l'énergie. Il constitue en effet la colonne vertébrale de l'économie et, mieux que l'impôt, et plus que l'eau, il peut-être utilisé comme un outil imparable pour amputer indûment sans évasion ni échappatoire possibles le revenu du travail des Français. Ces derniers, en effet, ne sauraient, sans être immédiatement plongés dans le noir et dans le froid, sans se trouver dans l'impossibilité de lire ou dans l'obligation de manger cru, oublier de régler leurs factures. En raison de son importance, il est donc l'objet d'une attention toute particulière et une cible privilégiée des contre-réformes de Nicolas Sarkozy.

## Proglio, le mécano de "La Générale", et l'extension réactionnaire de l'Empire de l'eau

En congédiant aujourd'hui *Gadonneix*, qui a épuisé le rôle de démolisseur qui lui avait été dévolu à GDF puis à EDF et en ayant choisi, selon le journal *Les Echos*, de placer aujourd'hui à la tête d'EDF, *Henri Proglio*, Sarkozy accélère les rythmes. Après plusieurs semaines de rumeurs savamment distillées, l'arrivée d'*Henri Proglio* à la tête d'EDF paraît imminente. Le conseil d'administration, qui a eu lieu le dimanche 27 septembre à 20 heures, a entériné la nomination du patron de Veolia Environnement à la direction d'EDF et scellé le départ de *Pierre Gadonneix*. Les journalistes des *Echos*, le journal de Bernard Arnault, *Emmanuel Grasland* et *Thibaut Madelin* croient de plus indispensable de préciser que "l'homme a également bénéficié du soutien de la CGT, puissante au sein de l'entreprise publique. Dès le départ, celle-ci a défendu l'arrivée de ce dirigeant au profil de capitaine d'industrie chez EDF."

Il est sans aucun intérêt et surtout vain de courir après les diverses manifestations de l'intense travail de préparation médiatique, à qui le pouvoir actuel confie la charge de maquiller la portée des décisions politiques tapageuses ou discrètes de l'heure. Mais, il nous appartient de tenter de dégager le sens dans lequel Nicolas Sarkozy, par ses choix, ainsi mis en scène avec

soin pour mieux tenter de les faire accepter par les Français, entraîne un secteur industriel essentiel et le pays en conséquence.

## "Fin (refus) de l'histoire" ou "devoir de mémoire" ?

Le secteur de l'énergie ressort par essence du "temps long" : les investissements très lourds y sont faits pour de longues périodes (des dizaines d'années), ils conditionnent le bien-être des Français et le mode de développement pour plusieurs générations. Ils nécessitent réflexions, études, critiques, débats, la transparence totale des choix et de la gestion technique et économique. Ils exigent la mise en œuvre sereine du lent processus d'élaboration du consensus et la clarté absolue des fonctionnements. Ils ne tolèrent pas que les décisions soient dictées par la réalisation du profit pour le capital financier et réclament par contre la prise en compte intégrée d'exigences techniques, économiques, sociales et environnementales, qui, seules garantissent la sûreté d'un système énergétique vital face aux périls du monde. Tout cela, les Français le savent depuis longtemps, et c'est pourquoi, en 1946, dans l'élan politique de la libération, les Français ont décidé d'enlever aux compagnies des Eaux privées, issues du second empire, la gestion de l'électricité et du gaz, que ces dernières s'étaient montrées incapables d'assurer correctement. En opérant cette nationalisation, en la soustrayant aux objectifs de la finance, la démocratie française se donnait les moyens politiques d'assurer la réelle tutelle au jour le jour de ces infrastructures essentielles. En conférant un statut particulier aux entreprises sœurs EDF-GDF et à ses salariés, en les protégeant des pressions, en les associant à la gestion et en autorisant ainsi l'expression d'opinions critiques autorisées et au fait des problèmes en son sein, elle se

Fig N° 1 : l'organigramme actuel EDF-Veolia

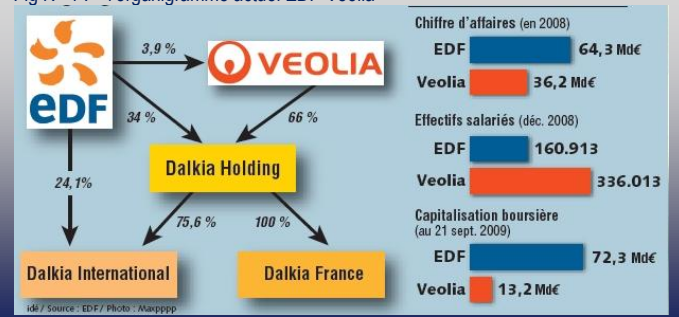


Fig N° 2 : Galeries d'images, de Napoléon le petit à Nicolas le Grand, vu par la presse étrangère



en œuvre la financiarisation du nouvel ensemble dans lequel la culture, le savoir et les principes de service public doivent impérativement être dissous pour être éradiqués. Ce à quoi ils s'emploient avec une brutalité que les récents conflits sociaux soulignent et à un train d'enfer de façon à effacer au plus vite toutes les traces des soixante dernières années qui les accusent (Quel arrogance de plus chez ces "dirigeants", dont l'un a vu, enrichissement sans autre cause que la privatisation opérée, son salaire multiplié par trois en cette année de crise, qui ont tenu, avant tout autre chose, à installer symboliquement les bureaux de leur nouveau siège dans les locaux mêmes qu'occupait la Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage à sa nationalisation en 1946 au Parc Monceau !).

donnait l'assurance que rien d'autre que l'accomplissement de la mission qui lui était confiée au service des Français ne viendrait détourner sa gestion et ses choix. Elle se garantissait ainsi du même coup une auto-régulation parfaitement efficace, puisqu'elle ne permettait pas qu'un régulateur extérieur, créé de toutes pièces et supposé indépendant par le miracle de sa nomination, ne puisse lui-même être "capturé" par des intérêts financiers ou politiques.

Pour l'histoire, ce sera donc Nicolas Sarkozy, qui, à un rythme effréné, aura, d'abord comme Ministre des Finances, ensuite comme Président de la République, "normalisé" cette situation d'autant plus inacceptable pour la tradition politique dont il est le représentant, qu'elle avait montré son efficacité depuis plus de soixante ans. En remettant aujourd'hui les clés d'EDF au Président de *Véolia*, entreprise héritière de la *Compagnie Générale des Eaux*, créée en 1853 sous Napoléon III, après avoir privatisé, il y a un peu plus d'un an Gaz de France en le dissolvant dans *Suez-Lyonnaise des Eaux*, elle-même descendante de la *Compagnie financière du canal de Suez* fondée en 1858, Nicolas Sarkozy nous fait sombrer à nouveau dans ce vieux capitalisme de rente, dont les tares sont si bien connues des Français et qui perdurait, malgré tout, en dépit des nombreuses affaires de corruption et des prix trop élevés, dans notre pays. Sarkozy assure ainsi l'extension de l'"empire de l'eau" <sup>1</sup>, et le pillage de la rente, qui ne concernait jusque là que le montant des factures de l'eau, pourra désormais être étendu à celles d'électricité et de gaz, selon les mêmes fonctionnements et sous couvert d'une concurrence mythique. *Gadonneix* aura donc été chargé d'un travail de sape visant à dénouer tous les liens d'efficacité qui unissaient les deux entreprises sœurs EDF-GDF, à liquider les directions communes, à les engager dans des voies autodestructrices de leur identité, à les fragiliser, à en extirper la culture inadmissible de solidarité et de service public. Il le fit, comme dans une caricature, commençant sa tâche à GDF, la poursuivant ensuite à EDF. Il revint ensuite à *Mestrallet-Cirelli* d'assurer ce retour en arrière vers le capitalisme rentier et à mettre

## " Champions du Monde " ?

Ce grand bond en arrière, ce demi-tour historique sous la houlette de Nicolas Sarkozy conduit à ce résultat étrange que la France, qui était déjà bizarrement la patrie d'origine des deux plus grandes compagnies des eaux au monde, est désormais dotée des deux plus grandes "utilities" privées de l'électricité et du gaz. Grand succès industriel ou pillage de ressources, accumulées grâce à la gestion publique nationalisée ? Derrière les cocoricos, les mêmes lois de l'économie conduiront aux mêmes échecs : la financiarisation du secteur poussera à l'augmentation des prix, autorisée après les simagrées d'usage par un pouvoir politique désormais entièrement sous dépendance de la toute puissance de deux énormes groupes financiers privés (500 000 salariés dans le seul ensemble EDF-Générale), fonctionnant en duopole. Leur rentabilité et leur richesse s'appuiera désormais classiquement sur des factures toujours plus élevées, des économies faites sur le dos des salariés, de l'environnement et de la sureté, des investissements en capital technique insuffisants. Dans cet ordre nouveau, la mission ne sera plus remplie que par cette force là. On sait déjà qu'elle conduit, quelle que puisse être la violence qu'elle doit exercer pour se survivre, à l'échec programmé <sup>2</sup>. Jusqu'à ce que...

### ARRET IMMEDIAT DE LA " FINANCIARISATION " DU SECTEUR ENERGETIQUE AU PROFIT DES BANQUES

### HALTE A LA SPECULATION : RETRAIT DES TAXES ET PRODUITS FINANCIERS "ENERGIE ET CLIMAT",

### RENATIONALISATION DES ENTREPRISES DE L'ÉLECTRICITE ET DU GAZ

Je souhaite prendre contact, travailler avec le **Groupe Socialiste d'Entreprise National Energie-EDFGDF** et être invité à sa prochaine réunion

Nom : .....  
 Adresse : .....  
 Téléphone : .....  
 Fédération : .....

Prénom : .....  
 E-mail : .....

[gse.edfgdf@free.fr](mailto:gse.edfgdf@free.fr)

<http://energiesocialiste.free.fr>



A renvoyer au secrétariat national aux entreprises du Parti Socialiste, 10 rue de Solférino, 76333 Paris Cedex 07

<sup>1</sup> A relire aujourd'hui, le livre de Yvan Stefanovitch, *L'Empire de l'eau*, chez Ransay 2005

<sup>2</sup> On peut relire à ce propos le livre de notre camarade, François Soult, ancien haut fonctionnaire de la CRE, *" EDF Chronique d'un désastre inéluctable "*